

<b>REPUBLIQUE FRANCAISE</b>		<b>dossier n° DP 95254 20 B0003</b>
<div data-bbox="260 208 549 468" data-label="Image"> </div> <p>Commune de FREMECOURT</p>		<p>date de dépôt : 23/06/2020  demandeur : Monsieur Thibaud JOREL  pour : Pose d'un portail  adresse terrain : 67 Rue de Cléry  95830 FREMECOURT</p>

**ARRÊTÉ** N°28 du 20 Octobre 2020

**refusant une demande de Déclaration préalable  
de la commune de FREMECOURT**

**Le Maire,**

Vu la demande de Déclaration préalable présentée le 23/06/2020 par Monsieur Thibaud JOREL demeurant 6 Rue des Fossettes à GENICOURT (95650) ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour la pose d'un portail ;
- sur un terrain situé 67 Rue de Cléry ;

Vu les pièces complémentaires en date du 08/09/2020 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi du 31 décembre 1913, modifiée, sur les Monuments Historiques

Vu la loi du 2 mai 1930, modifiée, relative à la protection des Monuments Naturels et des Sites

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/02/2008, mis à jour le 24/02/2017 ;

Vu l'avis Défavorable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine en date du 13 octobre 2020 ;

**Considérant que l'Architecte des Bâtiments de France s'est prononcé défavorablement aux motifs que le projet : En raison de sa très grande largeur (15,50 mètres en tout), ce portail d'aspect trop industriel serait trop contrasté dans le contexte sensible des abords du monuments historique. Ainsi, le projet est de nature à modifier la perception du paysage urbain protégé qui constitue l'écrin bâti du (des) Monument(s) Historique(s).**

**Compte tenu que les travaux projetés, dans leurs dispositions actuelles, portent atteinte aux abords du (des) Monument(s) Historique(s) dont il convient de garantir la présentation, un nouveau projet doit être réalisé en prenant en compte les prescriptions suivantes :**

**- Réduire drastiquement la longueur du portail.**

**ARRETE**

Article 1 : La demande de Déclaration préalable est **REFUSEE**.



---

**INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT**

---

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les 2 MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.